



VILLE DE MENNECEY

(ESSONNE) - 91540

Tél. : (1) 64 57 00 59

Télécopie : 64 57 00 41

Adresse Postale :

Boite Postale N° 1

91541 MENNECEY Cedex

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 MAI 1991

La séance est ouverte à
dix huit heures trente minutes, sous la Présidence de Monsieur
Xavier DUGOIN, Député Maire.

- 1 -

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Monsieur Xavier DUGOIN,
Député Maire de MENNECY, certifie avoir fait afficher le Compte-Rendu
de la séance du 25 Avril 1991 à la porte de la Mairie.

CONVOCATION DE LA SEANCE

DU 23 MAI 1991

Monsieur Xavier DUGOIN,
Député Maire, certifie avoir convoqué les Membres du Conseil Municipal
en envoyant à chacun d'eux une convocation avec l'Ordre du Jour détaillé
le 17 Mai 1991.

Monsieur Xavier DUGOIN,
Député Maire, procède ensuite à l'appel nominal des Membres du
Conseil Municipal.

... / ...

DÉPARTEMENT
de l'Essonne

VILLE DE MENNECY

EXTRAIT DU REGISTRE
DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE MEMBRES

Composant le Conseil : 33

en exercice : 33

Présents à la séance : 24

N°

Séance du 23 MAI 19 91

OBJET :

*L'an mil neuf cent quatre vingt ONZE le 23 MAI
à DIX HUIT HEURES TRENTE, les Membres composant le
Conseil Municipal de Mennecy se sont réunis au nombre
de VINGT QUATRE au lieu ordinaire de leurs séances,
sous la présidence de Monsieur Xavier DUGOIN, Député Maire.
Mesdames, Messieurs Jean-Jacques ROBERT, Maire Honoraire, André LEON, Claude GARRO,
Bernard BOULEY, Joël MONIER, Michelle LE MOEN, Monique SAILLET, Pierre TELLIER,
Jean-Claude GILLES, Maire-Adjoints.
Mesdames, Messieurs Richard BACA, Jacques REBUFFAT, Jean BIEMONT, Philippe SALVON,
Paul GUILLAUMET, Maurice NIVOT, André MURON, Gilbert FRANCO, Rolande BOURDON,
Elyzabeth DOUSSAIN, Jean-Marie BONNEAU, Georges MENETRIER, Marie-France GIBAND,
Jean-Pierre BARRERE.*

*Étaient présents MM. les Conseillers Municipaux,
lesquels forment la majorité des Membres en exercice et
peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article
L. 121-11 du Code des Communes.*

Absents excusés : MM.

Mme Michelle BLIN, Conseillère Municipale, Pouvoir à Jean-Claude GILLES,
Mr. Georges HARNOIS, Conseiller Municipal, Pouvoir à Xavier DUGOIN,
Mr. Julien HARAN, Conseiller Municipal, Pouvoir à Claude GARRO,
Mme. Raymonde REMY, Conseillère Municipale, Pouvoir à Rolande BOURDON,
Mr. Daniel LETERRIER, Conseiller Municipal, Pouvoir à Monique SAILLET,
Mr. Hubert DE MESMAY, Conseiller Municipal, Pouvoir à Jean-Pierre BARRERE
Mme. Ariane VAUCELLE, Conseillère Municipale,
Mme. Jocelyne CHABROU, Conseillère Municipale,
Mr. Jacques JUAN, Conseiller Municipal.

*Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel
nominal, il a été procédé, en conformité de l'article
L. 121-14 du Code des Communes, à l'élection d'un
Secrétaire pris dans le sein du Conseil pour la présente.*

*M. Gilbert FRANCO, ayant obtenu la majorité
des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions
qu'il accepte.*

A L'ORDRE DU JOUR :

- 1 - Examen et vote Compte Administratif et Compte Gestion 1990
Rapporteur : Claude GARRO.
 - 2 - Exonération Taxe Professionnelle et Taxe Foncière sur les
Propriétés Bâties
Rapporteur : Claude GARRO.
 - 3 - Constitution du Jury d'Assises 1991
Rapporteur : André LEON.
 - 4 - Tarification pour les salles Espace Culturel
Rapporteur : Joël MONIER.
 - 5 - Contrat Régional : Candidature de la Commune et les opérations
retenues
Rapporteur : Bernard BOULEY.
 - 6 - ZAC Activités de Montvrain
Approbation du dossier de réalisation et mise à l'Enquête Publique
Rapporteur : Claude GARRO.
 - 8 - Syndicat Intercommunal Vidanges : Avis de la Commune sur l'adhésion
de Ballancourt
Rapporteur : André MURON.
 - 9 - Divers.
-

- 3 -

Monsieur le Maire informe les Membres du Conseil Municipal que le point 7 (Plan d'Alignement rue Paul Cézanne) est retiré de l'Ordre du Jour suite à une information erronée de la D.D.E.

COMPTE ADMINISTRATIF 1990

Exposé de Claude GARRO - Rapporteur

Si le Budget est un acte de Prévision et d'Autorisation, le Compte Administratif est un document qui retrace l'ensemble des opérations financières effectuées au cours d'une année.

Sa comparaison avec les Budgets (Primitif + Supplémentaire) de la même année révèle comment ceux-ci ont été exécutés, tant en Dépenses qu'en Recettes.

Le Compte Administratif doit par ailleurs correspondre, au franc près, aux écritures tenues par le Percepteur, qui est en quelque sorte le "caissier" de la commune, et qui figurent dans le Compte de Gestion.

Il permet de dégager un résultat, positif ou négatif, pour chacune des sections d'Investissement ou de Fonctionnement, et un résultat global.

Ces soldes ne sont toutefois pas de même nature, puisqu'en Investissement intervient la notion de reports, qui fait qu'en la matière il y a continuité des opérations années après années, alors qu'en Fonctionnement les crédits de dépenses non utilisés à la clôture de l'exercice sont annulés et les titres de recettes non émis deviennent caducs.

Pour l'année 1990 le Budget d'Investissement (Primitif + Supplémentaire avec les reports) s'est élevé à 35 002 685 F, et le Budget de Fonctionnement à 53 301 884 F.

Si l'on se reporte à la balance générale du Compte Administratif qui figure à la fin du document, on constate :

.../...

en Section Investissement :

que les dépenses ont été réalisées à hauteur de 13 690 127 F et les recettes encaissées pour 12 094 150 F.

Soit un "déficit" d'Investissement de clôture de 1 595 977 F.

en Section Fonctionnement :

que l'on a engagé pour 50 893 017 F de dépenses et que l'on a perçu 53 014 026 F de recettes.

Soit un "excédent" de Fonctionnement de clôture de 2 121 009 F

L'excédent global du Compte Administratif pour 1990 s'élève donc à 525 032F

Ces données globales inspirent d'ores et déjà les commentaires suivants :

en ce qui concerne le Budget d'Investissement, l'écart constaté entre les dépenses prévues et les dépenses réalisées procède de plusieurs causes :

retard dans l'exécution de travaux ou dans l'acquisition de certains biens (que ce soit ou non volontaire), étalement dans le temps de gros chantiers, ou plus simplement paiements différés (factures non reçues, mémoires en cours de vérification par exemple).

Quant à l'écart entre recettes prévues et encaissées, il est pour partie le corollaire du précédent : si les travaux ne sont pas faits, la Subvention correspondante ne sera pas versée.

Mais comme les recettes "budgetées" sont en Investissement, quasiment toutes certaines dans leurs principes comme dans leurs montants (qu'il s'agisse de Subventions, de P.A.E., du Prélèvement ou de l'Emprunt) les discordances ne sont que temporaires, et le déficit, constaté, n'est qu'apparent,

A titre d'exemple, citons les emprunts qui en 1990 s'élèvent à 4 millions de francs, et qui, volontairement contractés en fin d'année pour décaler au maximum les agios, ne nous ont été "crédités en compte" que sur 1991.

En matière de Fonctionnement, l'excédent de 2 121 009 F provient du fait que les paiements de l'exercice ont été inférieurs à la prévision (50 893 017 F contre 53 301 884 F) élément tempéré par une légère insuffisance des ressources réelles sur les ressources attendues (53 014 026 F contre 53 301 884 F).

Cet excédent constituera la première recette que nous inscrirons au Budget Supplémentaire de 1991 (Section Fonctionnement).

- 5 -

Claude GARRO donne lecture de
toutes les opérations réalisées en dépenses et recettes de l'ensemble des chapitres
du Compte Administratif 1990.

OBSERVATIONS

d'acquisition du bois au parc.

Elyzabeth DOUSSAIN :
Demande quelles sont les modalités

Techniques qui délivrera un bon - Coût 220 Frs/Stère.

Bernard BOULEY :
Par le Secrétariat des Services

n'est-il pas équilibré?

André MURON :
Pourquoi le Service Ordures Ménagères

et d'autre part, les factures "report" Budget précédent à prendre en compte.

Pierre TELLIER :
Il y a d'une part les prévisions

de Mutation?

Elyzabeth DOUSSAIN :
Quel est le taux sur les Droits

Etat 4,20 % - Département 1,55 %.

Jean-Claude GILLES :
1,20 % pour Commune

... / ...

Claude GARRO propose de passer au vote de ce document qui traduit la gestion du Maire.

Xavier DUGOIN quitte la salle.

Elyzabeth DOUSSAIN remercie les Services pour les rapports d'activités transmis.

André LEON soumet au vote le Compte Administratif 1990.

Jean-Pierre BARRERE :
Notre Groupe RENOUVEAU DE MENNEC s'abstiendra sur le vote du Compte Administratif car il n'a pas participé aux séances des Commissions.

Monsieur le Maire remercie le Rapporteur pour cette prestation ainsi que les Services Municipaux.

- 7 -

COMPTE ADMINISTRATIF 1990
BUDGET GENERAL DE LA COMMUNE - ASSAINISSEMENT - CAISSE DES ECOLES -

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRES lecture du document budgétaire chapitre par chapitre,

APRES examen des balances de la Section Investissement et de la Section de Fonctionnement,

APRES lecture des opérations inscrites au Compte Administratif des Budgets Assainissement et Caisse des Ecoles,

APRES que Monsieur le Maire ait quitté l'Assemblée Municipale pour lui permettre de délibérer,

APRES DELIBERATION,

ADOpte les Comptes Administratifs 1990 du Budget Général, Assainissement et Caisse des Ecoles qui s'équilibrent en dépenses et en recettes comme suit :

ADOpte A LA MAJORITE.

POUR : 24 VOIX MAJORITE.

ABSTENTIONS : 4 VOIX MENNECY AUTREMENT.

Le Groupe Renouveau de MENNECY ne participe pas au vote.



Xavier DUGOIN
Député Maire.

1 - BUDGET GENERAL

	Dépenses	13 690 127,79
Section Investissement	Recettes	12 094 150,38
	Déficit	1 595 977,41
	Dépenses	48 684 122,35
Section Fonctionnement	Recettes	53 014 026,50
	Exédent	2 121 009,15
Exédent global de cloture :		525 031,74

2 - CAISSE DES ECOLES

	Dépenses	35 042,06
Section Fonctionnement	Recettes	57 519,73
	Exédent	22 477,67

3 - ASSAINISSEMENT

	Dépenses	389 185,83
Section Investissement	Recettes	716 080,74
	Exédent	326 894,91
	Dépenses	1 167 806,52
Section Fonctionnement	Recettes	1 402 705,49
	Exédent	234 898,97



Xavier DUGOIN
Député-Maire.

- 9 -

ASSAINISSEMENT

Section Investissement

Exédent : 326 894,91 Francs

Section de Fonctionnement

Exédent : 234 898,97 Francs

Monsieur le Maire sort de
la salle.André LEON soumet au vote
ce document.ADOpte A LA MAJORITE.

POUR : 24 VOIX MAJORITE.
ABSTENTIONS : 4 VOIX MENNECY AUTREMENT
Le Groupe Renouveau de Mennecy ne participe pas au vote.

COMPTES DE GESTION DU RECEVEUR MUNICIPALMonsieur le Maire soumet au vote
ces documents, copies conformes du Compte Administratif.

POUR 28

Le Groupe RENOUVEAU DE MENNECY
ne participera pas au vote.ADOpte A L'UNANIMITE.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ENTREPRISES

EXONERATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi du 8 Juillet 1983 relative à la possibilité donnée aux Collectivités Territoriales, d'accorder une exonération de deux ans de la taxe Professionnelle et de la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties, aux Entreprises nouvellement créées,

VU la loi des Finances 1991 qui reconduit ce régime d'exonération d'impôts pour les Entreprises nouvellement créées,

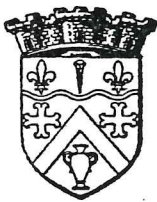
APRES DELIBERATION,

DECIDE d'appliquer une exonération de la Taxe Professionnelle et de la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties, pour deux années.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOIN
Député Maire.



VILLE DE MENNECEY

(ESSONNE) - 91540

- 11 -

Tél. : (1) 64 57 00 59

Télécopie : 64 57 00 41

Adresse Postale :

Boite Postale N° 1

91541 MENNECEY Cedex

SECRETARIAT GENERAL
N° 19.91.

ARRETE DE CONSTITUTION

DU JURY D'ASSISES 1991/1992

LE DEPUTE MAIRE de MENNECEY,

VU l'article 260 modifié du Code de Procédure Pénale,

VU la loi 78.788 du 28 Juillet 1978, modifiée par la loi 80.1042 du 23 Décembre 1980, portant réforme de la Procédure Pénale sur la Police Judiciaire et le Jury d'Assises,

VU l'arrêté 91.1182 du 23 Avril 1991 portant détermination du nombre de Jurés pour 1991/1992 et répartition entre les Communes ou leurs groupements,

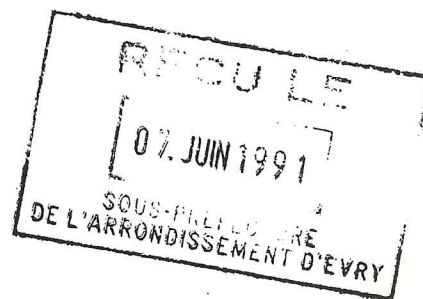
APRES tirage au sort publiquement en séance du Conseil Municipal du 23 Mai 1991 de 24 Electeurs, à partir de la Liste Electorale de la Commune,

A R R E T E

ARTICLE 1er -

La Liste Préparatoire des Jurés d'Assises de la Commune de MENNECEY est arrêtée ainsi qu'il suit :

. 85/ 399
. 87/ 399
. 85/ 422
. 87/ 422
. 82/ 238
. 83/ 238
. 86/ 238
. 82/ 1 075
. 82/ 2 222
. 82/ 2 500
. 82/ 2 915
. 82/ 3 100
. 82/ 3 600
. 82/ 4 600
. 82/ 5 848
. 82/ 5 600
. 82/ 6 224
. 82/ 6 225
. 83/ 123
. 82/ 1 423
. 82/ 2 732



... / ...

.... 2

82/	3 940
82/	4 990
84/	123

Numéros en réserve en cas

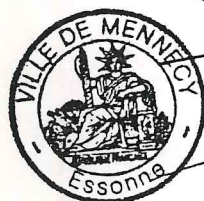
de radiation :

88/	399
87/	238
90/	238
87/	123
88/	123

ARTICLE 2 -

La Liste Préparatoire sera transmise au Secrétariat du Greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY et avertissement sera donné aux personnes tirées au sort.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOIN
Député Maire.

ESPACE CULTUREL Jean-Jacques ROBERT
LOCATION THEATRE VILLEROY - TARIFS 1991

- 13 -

LE CONSEIL;

VU, la délibération du Conseil Municipal en date du 13 Novembre 1990 fixant les tarifs applicables au Théâtre de Villeroy pour la location de la salle,

CONSIDERANT, qu'il convient d'établir les tarifs pour la rentrée 1991, pour les associations Menneçoises, pour les Entreprises et Associations non Menneçoises,

SUR proposition de la Commission Culturelle Municipale, en date du 15 Avril 1991,



APRES DELIBERATION,

FIXE, à compter du 1er Janvier 1991 et conformément à la présente délibération, les tarifs des différentes locations pour l'année 1991.

LOCATIONS AUX	TARIFS pour 24 H. :	
- Associations Loi 1901 dont le siège est à MENNECY	GRATUIT pour les 3 premières utilisations sous réserve de la disponibilité de l'Espace 4ème : 2 000 Frs. et les suivantes	
- Associations Loi 1901 non Menneçoises	7 000,00 Frs.	
- Utilisateurs non associatifs	10 000,00 Frs.	
- Toute régie du spectacle faisant intervenir un personnel extérieur à la Municipalité est à la charge de l'organisateur.		
- Frais Fixes	AS. Locales 500 Frs.	Extérieures 1 000 Frs.
Caution Associations Locales 4 000,00 Frs. extérieures 6 000,00 Frs.		

DIT, que les recettes seront inscrites au Budget Supplémentaire 1991 et au Budget Primitif 1991 - Chapitre 965-2 / 7142-1, Location de Théâtre.

ADOpte A L'UNANIMITE.

 
Xavier DUGOIN
Député Maire.

Elyzabeth DOUSSAIN : Ce tarif correspond à nos propositions et va privilégier les Associations locales.

CONTRAT REGIONAL : Trois opérations d'aménagement.

LE CONSEIL,

VU la délibération du Conseil Régional d'Ile-de-France du 6 avril 1987 relative à l'actualisation du règlement des contrats régionaux et ruraux conclus avec collectivités locales,

VU les délibérations du Conseil Général de l'Essonne en date des 21 mai 1979, 4 juin 1980, 30 juin 1983 et 17 novembre 1983 définissant les principes de participation du Département au financement des contrats régionaux,

VU la délibération du Conseil Municipal de Mennecy en date du 2 janvier 1991 approuvant le principe de candidature de la ville à un contrat régional,

CONSIDERANT que les participations régionales dans les actions du programme proposé apportent un soutien notable à la Commune,

CONSIDERANT que l'amélioration des conditions de vie de la population constitue un objectif prioritaire,

ESTIMANT en outre que les orientations d'aménagement prises par la Commune sont conformes à la politique régionale,

SUR proposition de la Commission Municipale TRAVAUX en date du 14 mai 1991,

APRES DELIBERATION,

DECIDE de proposer le programme de travaux dont l'énumération figure dans le dossier joint, pour un montant indicatif global de DOUZE MILLIONS DE FRANCS, se répartissant de la manière suivante :

- ESPACE CULTUREL : Aménagements extérieurs, Parterre de l'Orangerie, Ravalement du Bâtiment Orangerie II

COUT TOTAL HORS TAXES :

2,4 MF

- AMENAGEMENT DU CENTRE VILLE.

L'objectif de ces travaux est d'assurer d'une part une circulation piétonne et d'autre part de mettre en valeur les bâtiments suivants :

- . L'Eglise qui sera dotée d'un véritable parvis
- . L'Hôtel de Ville pour le traitement de la Place du marché et les abords de l'Eglise
- . La réfection de la rue du Puits Massé, qui serait traitée en voie semi-piétonne
- . La réfection de la chaussée (rue de la Croix Boissée) qui prolongerait l'espace Mairie

COUT TOTAL HORS TAXES :

5,4 MF

- 15 -

- REHABILITATION DE L'ORANGERIE I et II.

Une grande partie des travaux avait été réalisée dans le cadre d'un premier contrat régional

- . Orangerie I (à droite rez-de-chaussée)
Aménagement d'une salle de danse
- . Orangerie II (1er et 2ème étages)
Aménagement intérieur des salles pour des Expositions et Associations de la Commune.

COUT TOTAL HORS TAXES :

4,2 MF

POSE sa candidature auprès du Conseil Régional pour la conclusion d'un contrat régional comportant les diverses catégories d'actions énumérées ci-dessus.

DEMANDE à Monsieur le Maire de faire établir les dossiers définitifs pour chaque opération de ce projet, et en conséquence l'autorise à conclure les contrats d'études indispensables.

SOLLICITE, tant de la Région que du Conseil Général, l'inscription définitive du dossier pour réalisation du programme précité.

AUTORISE Monsieur le Maire à rechercher les financements complémentaires nécessaires par emprunts.

DECIDE d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble des opérations énumérées précédemment.

DIT que les crédits de dépenses et de recettes seront inscrits au BUDGET PRIMITIF 1992 et suivants, afin de réaliser l'opération par tranches successives dans les cinq années à venir.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOIN,
Député Maire

2,4 MF

5,4 MF

Xavier DUGOIN :

C'est un projet très important de douze millions de francs Hors Taxes (12 000 000) et le niveau maxima pour une Commune de notre strate.

Si notre dossier est retenu nous bénéficierons de 45 à 50 % de Subvention sur ces projets qui se réaliseront sur cinq années à partir de la décision de la Région.

Georges MENETRIER :

La construction d'une salle polyvalente, avait été évoquée en Janvier....

Xavier DUGOIN :

Oui nous avons travaillé sur un projet de salle polyvalente, mais la Région nous a indiqué pour la continuité des deux Contrats Régionaux passés (1978 - 1984), qu'il était indispensable de réhabiliter l'Orangerie II au préalable.

(12 000 000)

tion
ion

• •

égion

6

[illegible]

Vu la délibération du Conseil Municipal n°
dossier de création de la zone

adoptant le

DECIDE :

Article 1er

La procédure d'élaboration associée du PAZ prévue dans la délibération de création de la ZAC du 25 avril, est remplacée par une procédure d'élaboration dite simplifiée conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 311.4 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération fera l'objet d'une mention dans deux au moins des journaux locaux ou régionaux mis en vente dans le département et d'un affichage en mairie pendant un mois, conformément aux dispositions de l'article R 311.6.

VOTE :

POUR : 24 VOIX MAJORITE

+ 4 VOIX MENNECY AUTREMENT

ABSTENTIONS : 2 RENOUVEAU MENNECY



Xavier DUGOIN
Député Maire.

Claude GARRO :

Le bilan financier est en cours, également le P.A.Z (Plan Aménagement de la Zone) qui est le règlement.

Nous nous engageons dans une procédure dite "simplifiée". Les Services Etat, Région, Département seront consultés pour avis.

Prochaine Etape : L'approbation du dossier de réalisation.

- 18 -

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES VIDANGES

AVIS DE LA COMMUNE POUR L'ADHESION DE BALLANCOURT A LA SECTION IRRIGATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la délibération du Syndicat Intercommunal des Vidanges en date du
27 Septembre 1989, ajoutant à ses attributions l'Irrigation,

VU la lettre du Président du Syndicat Intercommunal des Vidanges en date du
24 Avril 1990 sollicitant l'avis de la Commune pour l'adhésion de la Ville
de BALLANCOURT à la Section Irrigation conformément à l'article 2 des statuts
du Syndicat,

APRES DELIBERATION,

AUTORISE la Commune de BALLANCOURT à adhérer au Syndicat Intercommunal des
Vidanges pour la Section Irrigation seulement.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOTIN
Député Maire.

CENTRE DE LOISIRS

TARIFICATION JUILLET/AOUT 1991

- 19 -

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 13 Novembre 1990 fixant les tarifs du Centre de Loisirs pour l'année 1991,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de promouvoir la fréquentation du Centre pour la période juillet/août 1991 et pour ce faire appliquer des tarifs forfaitaires par tranche de quotient familial,

SUR proposition de la Commission des Sports Jeunesses du 17 Mai 1991,

APRES avis favorable de la Commission des Finances du 22 Mai 1991,

APRES DELIBERATION,

APPROUVE les tarifs forfaitaires du Centre de Loisirs pour la période juillet/août 1991 comme suit :

MOIS DE JUILLET (Forfait 18 Jours)

Tranches Q F	Forfait	juillet	
	I enfant	2 enfants	3 enfants
moins de II66	gratuit	gratuit	gratuit
de II67 à 2500	250,00	200,00	150,00
de 2501 à 4400	350,00	280,00	250,00
de 4401 à 5800	500,00	400,00	350,00
de 5801 à 7666	650,00	550,00	450,00
+ de 7667	850,00	700,00	600,00
Extérieurs	1260,00	1260,00	1260,00

MOIS D'AOUT (Forfait 21 Jours)

moins de II66	gratuit	gratuit	gratuit
II67 à 2500	300,00	200,00	150,00
2501 à 4400	400,00	320,00	290,00
4401 à 5800	550,00	450,00	400,00
5801 à 7666	800,00	620,00	550,00
+ de 7667	1000,00	800,00	700,00
Extérieurs	1470,00	1470,00	1470,00

Plus le ticket repas : 13 F 00 / semaine

- A la demande des Familles, fréquentation possible à la semaine.
- En cas de difficultés Financières, les Familles peuvent contacter le Maire-Adjoint chargé du Centre de Loisirs,

DIT que les recettes inhérentes aux participants seront inscrites au chapitre 944-7009 du Budget Primitif 1991.

La participation des familles donnera lieu à une délivrance de quittance (carnet à souche)
ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOIN
Député Maire.

- 20 -

André MURON :

Avez-vous effectué des simulations sur ces participations prévisibles par rapport à l'année dernière ?

Xavier DUGOIN :

Nous ne possédons aucun élément de référence comptable aujourd'hui. Une large diffusion sera faite sur la Commune sous forme de tract pour une fréquentation maximum.

... / ...

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

A L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR L'EDIFICATION DU MONUMENT DEDIE AU
SOUVENIR DE LA RESISTANCE DE L'ESSONNE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

CONSIDERANT l'édification d'un Monument au Souvenir de la Résistance par
l'Association des Combattants, Résistants et Déportés du Département,

SUR proposition de la Commission des Finances du 22 Mai 1991,

APRES DELIBERATION,

APPROUVE la participation de la Commune de MENNECY pour l'édification de ce
Monument du Souvenir, soit deux mille francs (2 000 Frs),

AUTORISE le virement de crédit ci-après :

à prélever sur la provision des Subventions en annexe du Budget Primitif 1991
chapitre 945-10 - 657 : - 2 000

au profit du chapitre 955-657 : + 2 000

DIT que la régularisation interviendra dans le cadre du Budget Supplémentaire 1991

ADOpte A L'UNANIMITE.




Xavier DUGOIN
Député Maire.

ASSOCIATIONS SPORTIVES

- 22 -

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

LE CONSEIL,

CONSIDERANT les demandes formulées par :

- L'Association Equestre pour l'organisation d'un concours d'obstacles le DIMANCHE 26 MAI 1991 au titre de la Municipalité,
- Dans le cadre de la "Journée Sports pour Tous", le Club du Tir de Mennecy, pour la préparation de sa Fête du 8 et 9 juin 1991.
- Le Club des Archers de Villeroy de Mennecy pour la préparation de sa Fête "Démonstration" du 8 et 9 juin 1991.

ET

- Le Club de Tennis de Table de Mennecy pour 3 jeunes Menneçois pour les Championnats de France B, qui se dérouleront à PARON près de SENS le 1er et 2 juin 1991.

VU les avis favorables des Commissions des Sports et des Finances.APRES DELIBERATION,DECIDE d'accorder :

- 2 500 Frs à l'Association Equestre de Mennecy - Prix de la Municipalité.
- 500 Frs au Club de Tir de Mennecy pour sa Fête - comptant dans le cadre de la "Journée Sports pour Tous".
- 500 Frs au Club des Archers de Villeroy de Mennecy pour sa Fête "Démonstration" de la "Journée Sports pour Tous".
- 2 025 Frs au Club de Tennis de Table pour participation de la Ville à une compétition d'envergure Nationale de 3 joueurs Menneçois.

DIT que les crédits inhérents à ces subventions seront prélevées sur la provision à cet effet, sur le chapitre 945 - 10 - 657 du Budget Primitif (voir annexe du Budget Primitif).

ADOpte A L'UNANIMITE.



Xavier DUGOIN
Député Maire.

COMMUNICATIONS

Pierre TELLIER

1 - MESURES D'INTERET PUBLIC - Pour Information.

- De nombreux animaux ont été découverts morts à la Patte d'Oie le 8 Mai dernier. Une enquête est en cours et nous vous informerons le moment venu.

Nous avons pris un arrêté identique aux Réserves ou aux Parcs Zoologiques.

Les peines encourues sont importantes.

ARTICLE 1er - Il est interdit de nuire à la tranquillité des espèces animales vivant dans les marais, de toute forme que ce soit (destruction, capture, mutilation, tir, bruit etc...)

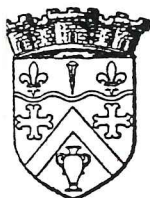
ARTICLE 2 - IL est interdit de donner toute nourriture aux animaux, seule la personne désignée par l'autorité compétente est habilitée à le faire.

Paul GUILLAUMET

Trouve anormal que tous les pêcheurs aient une clef.

2 - VENTE DE BOISSONS ALCOOLISEES.

... / ...



/142/64

VILLE DE MENNECY

(ESSONNE) - 91540

Tél. : (1) 64 57 00 59

Télécopie : 64 57 00 41

Adresse Postale :

Boite Postale N° 1

91541 MENNECY Cedex

ARRETE PERMANENT REGLEMENTANT LA VENTE OU LA DISTRIBUTION DE BOISSONS LORS DE MANIFESTATIONS SPORTIVES OU CULTURELLES.

Le Député-Maire de la Ville de MENNECY,
VU, Le Code des Communes et l'article L.131-2,
VU, Le Code des Débits de Boissons,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer la consommation
de boissons lors de manifestations sportives ou culturelles
organisées par des Clubs ou des Associations ;

= A R R E T E =

- ARTICLE 1er : IL NE PEUT ETRE SERVI QUE DES BOISSONS NON ALCOOLISEES, lors
des réunions ou manifestations sportives ou culturelles.
- ARTICLE 2 : LA VENTE OU LA DISTRIBUTION DE BOISSONS ALCOOLISEES à consommer
sur place ou à emporter DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE AUTORISATION
SPECIALE de M. LE MAIRE ou de M. LE MAIRE-ADJOINT chargé de la
Sécurité.
- ARTICLE 3 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera relevée
et les auteurs poursuivis conformément à la Loi par les autorités
compétentes.
- ARTICLE 4 : Messieurs les responsables des services de la Gendarmerie et de
la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne,
de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A MENNECY, LE VINGT-DEUX MAI 1991



Pierre TELLIER
Maire-Adjoint, chargé de la Sécurité.

André MURON

Sur la Retrospective des Evènements Communaux

Monsieur SOREDA est un technicien compétent. Il propose la vente des cassettes de ses reportages aux Menneçois au prix de 70 Francs. Il manque de matériel et vous présentera Monsieur le Maire une demande en ce sens.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 25 AVRIL 1991

OBSERVATION

Jean-Pierre BARRERE

Page 9 - Hubert DE MESMAY avait demandé que figure son explication de vote sur les logements Sociaux

"Ne sont pas contre mais.... A réserver aux Français"

Page 17 - Affaire BOUDAREL

Résumée en quelques lignes au compte-rendu alors que Monsieur le Maire l'a lu entièrement en Conseil Municipal.

POUR : 24 VOIX MAJORITE

+ 4 VOIX MENNECY AUTREMENT

+ 2 VOIX RENOUVEAU MENNECY

ABSTENTION : 1 pour modification (J.M. BONNEAU).

... / ...

- 25 -

L'Ordre du Jour étant épuisé,
la séance est levée à vingt et une heures.

Pk
 June 5
~~Quillman~~
~~B. A.~~
~~1. 1. 1.~~
~~Bouck~~
~~W. 1. 1.~~
~~W. 1. 1.~~

06

ANNEXE

2387 bis - 91
VILLE DE MENNECY

Monsieur le Maire,

22 AVR. 1991

ARRIVÉ

Pourriez-vous, en tant que Premier Régisseur de notre Commune, vous porter à la tête d'une croisade qui pourrait prendre par exemple la forme d'une motion exprimée par le Conseil Municipal, exigeant solennellement, à l'occasion du 8 mai prochain - anniversaire de la chute de DIEN-BIEN-PUU - au Ministre de l'Education Nationale, le renvoi de l'Université, du traité, tortionnaire de soldats français du Corps Expéditionnaire en Indochine ? Je rappelle qu'en instruisant encore aujourd'hui nos enfants, cet individu perpétue - en quelque sorte - ses crimes contre l'Humanité -

Votre action s'étendra-t-elle éventuellement au niveau du Département ?

Vous pouvez compter sur l'entier soutien des Patriotes de quelque tendance qu'ils soient, légitimement écœurés —

20.4.91